PARLIAMENTARY ASSEMBLY
OF THE
COUNCIL OF EUROPE

20 August 1987 Doc. 5772

OPINION

in reply to the report on the activities of OECD in 1986[1] — The farm crisis continues: a world trade in agony

presented by the Committee on Agriculture[2]

(Rapporteur: Lord KINNOULL)

I. Introduction — The paradox of too much and too little

1. The report on the activities of OECD in 1986 will be debated by the Assembly at its September 1987 part-session. Within the general debate special attention will be devoted to agriculture. The participation by parliamentarians from Finland and from overseas — the United States, Canada, Japan, New Zealand and Australia — is of special importance for the contribution of the Committee on Agriculture, as many of the problems which affect trade relations in OECD are related to agriculture. Indeed, as we shall see, agriculture is increasingly becoming the key problem area in world trade.

2. The Rapporteur would in this context like to thank his colleagues on the Committee on Agriculture for their valuable contributions to the present report, especially on the occasion of its adoption in Lausanne in June 1987. More particularly, he is grateful to Mr Corrie — who preceded him as Rapporteur and prepared the first draft of this report, but who is unfortunately no longer a member of the committee — for the excellent work he has done. Finally, he wishes to express his great appreciation of the comments and documentation provided by OECD, and more particularly its Directorate for Food, Agriculture and Fisheries.

3. The signs of a serious crisis in world agriculture are multiplying: massive over-production in the developed economies of most temperate-zone commodities such as cereals, meat and dairy products; enormous stocks; depressed world prices; stagnant demand; a high incidence of farm closures; and tension spreading from the agricul-

1. See Doc. 5770, and Reference No. 1577 of 1 October 1987; and Doc. 5771 (report of the Committee on Economic Affairs and Development).

2. *a.* Unanimously approved by the committee on 30 June 1987.

b. See 10th Sitting, 2 October 1987; and Resolution 884 and Recommendation 1061.

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DU
CONSEIL DE L'EUROPE

20 août 1987 Doc. 5772

AVIS

portant réponse au rapport sur les activités de l'OCDE en 1986[1] — La crise agricole continue: échanges mondiaux à l'agonie

présenté par la commission de l'agriculture[2]

(Rapporteur: Lord KINNOULL)

I. Introduction — Trop et trop peu, un paradoxe

1. Le rapport sur les activités de l'OCDE en 1986 sera examiné par l'Assemblée lors de sa partie de session de septembre 1987. Dans le cadre du débat général, l'agriculture retiendra tout particulièrement l'attention. La participation de parlementaires de Finlande et de pays d'outre-mer — Etats-Unis, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande et Australie — revêt une importance particulière pour la contribution de la commission de l'agriculture, étant donné que nombre des problèmes qui concernent les relations commerciales au sein de l'OCDE ont trait à l'agriculture. En fait, comme nous le verrons, l'agriculture devient de plus en plus le secteur du commerce mondial où les problèmes sont les plus nombreux.

2. Le rapporteur tient à remercier ses collègues de la commission de l'agriculture pour leurs contributions, notamment à l'occasion de l'adoption du présent rapport à Lausanne en juin 1987. Plus particulièrement, il tient à remercier M. Corrie pour l'excellent travail qu'il a effectué en qualité d'ancien rapporteur dans la préparation de l'avant-projet de rapport, avant de quitter la commission. Enfin, il exprime son appréciation pour la documentation et les commentaires fournis par l'OCDE, et notamment sa Direction pour l'alimentation, l'agriculture et les pêches.

3. Les signes d'une crise grave de l'agriculture mondiale se multiplient: surproduction massive, dans les économies développées, de la plupart des produits des zones tempérées comme les céréales, la viande et les produits laitiers; stocks énormes; faiblesse des cours mondiaux; stagnation de la demande; nombre élevé des fermetures

1. Voir Doc. 5770, et Renvoi n° 1577 du 1er octobre 1987; et Doc. 5771 (rapport de la commission des questions économiques et du développement).

2. *a.* Approuvé à l'unanimité par la commission le 30 juin 1987.

b. Voir 10e séance, 2 octobre 1987; et Résolution 884 et Recommandation 1061.

tural trade sector into other areas such as steel, semi-conductors, aircraft, telecommunications and even fisheries.

4. A few figures will illustrate the above. The volume of agricultural production in the European Community has risen 20 % since 1973, with an increase of 80 % in the market support paid to agriculture. The common agricultural policy, which consumes over 70 % of the total budget of the European Community, now amounts to 23 000 million ECU (26 500 million dollars), to which should be added national subsidies to farmers of about another 23 000 million ECU.

5. However, of all this money only about one-third goes to farmers. Two-thirds are used for storage and export subsidies, allowing food to be sold at lower world market prices. By 1991 the grain in store in the European Community is expected to double (to 43 millions tonnes, from the present 20 million tonnes). Fresh projections foresee that the Community surplus production (that is to say before storage and possible sale on the world market) will increase from 32 million tonnes today to 89 million tonnes by 1990.

6. If storage were used for food which could ultimately be consumed it would be a different story. However, half of the frozen surplus is reported to be inedible. Due to changes in the cellular structure of meat, it is mostly good only as dog food after one year. One-half of the one-million-tonne butter mountain is said to be unusable, as are one-third of the milk powder and one-half of the 15 million tonnes of cereals. A new group of beneficiaries are emerging: those who build and manage storehouses, and those who ultimately see to it that stocks are sold at loss prices, or disposed of.

7. The situation in the United States is equally absurd. Direct governmental farm support in 1987 is expected to amount to 26 000 million dollars (22 600 million ECU), up from 12 000 million dollars in President Reagan's first term. To this should be added various indirect support programmes, raising the total bill to somewhere between 40 and 50 000 million dollars. This surge in costs is, paradoxically, accompanied by the greatest wave of farm closures and bankruptcies since the Depression when, incidentally, there were five times as many farms as today. Land farmed in the corn belt has decreased by 50 % since 1981, largely with the aid of government "set-aside" policies ("deficiency-payments" to farmers for not using land).

d'exploitations agricoles; tensions du secteur du commerce agricole qui s'étendent à d'autres secteurs comme ceux de l'acier, des semi-conducteurs, des aéronefs, des télécommunications et même de la pêche.

4. Quelques chiffres vont illustrer ce qui précède. Le volume de la production agricole dans la Communauté européenne a augmenté de 20 % depuis 1973, les soutiens de marché versés à l'agriculture augmentant de 80 %. La politique agricole commune, qui absorbe plus de 70 % du budget total de la Communauté européenne s'élève maintenant à 23 milliards d'ECU (26,5 milliards de dollars), somme à laquelle il convient d'ajouter les subventions nationales versées aux agriculteurs, soit encore à peu près 23 milliards d'ECU.

5. Néanmoins, un tiers seulement de tout cet argent va aux agriculteurs. Les deux autres tiers sont consacrés au stockage et aux subventions à l'exportation, qui permettent de vendre les denrées alimentaires sur le marché mondial à des prix moins élevés. D'ici à 1991, la quantité de céréales stockées dans la Communauté européenne doit doubler (de 20 à 43 millions de tonnes). Des projections récentes prévoient que les excédents de production de la Communauté (avant le stockage et la vente éventuelle sur le marché mondial) passeront d'ici à 1990 de 32 à 89 millions de tonnes.

6. Si l'on stockait des denrées alimentaires destinées en fin de compte à la consommation, la situation serait différente. Or la moitié des excédents congelés, dit-on, est inconsommable. En raison de modifications qui se produisent dans la structure cellulaire de la viande, celle-ci ne peut guère être utilisée que pour nourrir des animaux au bout d'un an. La moitié de la montagne de beurre d'un million de tonnes est, dit-on, inutilisable, ainsi qu'un tiers de la poudre de lait et la moitié des 15 millions de tonnes de céréales. On assiste à l'apparition d'un nouveau groupe de profiteurs: il s'agit de ceux qui construisent et gèrent les entrepôts et de ceux qui veillent en fin de compte à ce que les stocks soient vendus à perte ou détruits.

7. La situation aux Etats-Unis est tout aussi absurde. Le soutien gouvernemental direct à l'agriculture en 1987 s'élèvera vraisemblablement à 26 milliards de dollars (22,6 milliards d'ECU) en 1987, alors qu'il était de 12 milliards de dollars lors du premier mandat du Président Reagan. Divers programmes de soutien indirect viennent s'y ajouter, ce qui porte le total de la facture entre 40 et 50 milliards de dollars. Cette montée des coûts s'accompagne paradoxalement de la plus grande vague de fermetures et de faillites d'exploitations agricoles depuis la Dépression, époque à laquelle, soit dit en passant, il y avait cinq fois plus d'exploitations agricoles qu'aujourd'hui. La superficie des terres cultivées dans la région de culture du maïs a diminué de moitié depuis 1981, dans une large mesure avec l'aide des politiques gouvernementales («montants compensatoires» versés

8. One-third of the 640 000 American farms have debts amounting to 40 % of their total assets, while the ratio is 70 % for one-sixth among them. Suicides by farmers and assaults by them on bank officials are, regrettably, now a common occurrence in many seriously affected rural areas. The Reagan Administration, eager to lower taxes, has tried to reduce the support level, only to have these efforts thwarted by Congress. Since the Administration opposes any tax increase, the result has been a growing federal budget deficit, an increased international nervousness about the dollar and the stability of the United States economy generally.

9. The situation is particularly serious for Australia, which does not subsidise its farming sector but which relies on agricultural exports for about 40 % of its export earnings. Especially grain producers are affected, following a 30 % drop in grain prices, mainly in New South Wales where over 50 % of farms are considered in risk of bankruptcy.

10. Overall, about 150 000 million dollars are given to farmers (either through budget transfers or by consumers in the OECD area), equal to the gross national product of a country like Denmark. We must ask ourselves: is this reasonable? Are there no more efficient ways of helping farmers and rural communities; ways which do not create such costly surpluses, such international trade friction; ways which do not drain resources from other economic activities in society; ways which better reflect the indubitable comparative advantages of production among nations?

11. For it is clear that we cannot continue for much longer without serious rethinking. The European Community, which has only recently raised the percentage of value added taxes in member states from 1 % to 1,4 %, is now facing imminent bankruptcy. The Commission now demands a supplementary budget of 4,9 thousand million ECU for 1987 (2,9 thousand million of which are needed for agriculture) and a total budget of 39,7 thousand million ECU for 1988.

12. Parallel to this, the Commission is also proposing a special tax on imported vegetable oils and fats, which would bring in an extra 1 000 million ECU to cover the common agricultural policy overdraft. Many member states view this, however,

aux agriculteurs pour qu'ils ne cultivent pas la terre).

8. Un tiers des 640 000 exploitations agricoles américaines sont endettées à hauteur de 40 % du total de leurs avoirs et cette proportion s'élève à 70 % pour un sixième d'entre elles. Les suicides parmi les agriculteurs ainsi que les agressions commises par eux contre les agents des banques sont actuellement, il faut le regretter, chose fréquente dans beaucoup de régions rurales sérieusement touchées. L'Administration Reagan, soucieuse d'abaissser les impôts, a essayé de réduire le niveau de soutien mais ces efforts se sont heurtés à l'opposition du Congrès. Etant donné que le gouvernement s'oppose à toute augmentation des impôts, le résultat a été un déficit de plus en plus important du budget fédéral et une nervosité accrue, sur le plan international, à propos du dollar et, d'une façon générale, de la stabilité de l'économie américaine.

9. La situation est particulièrement grave pour l'Australie, qui ne subventionne pas son secteur agricole mais pour laquelle les importations de produits agricoles représentent environ 40 % des recettes d'exportations. Ce sont surtout les producteurs de céréales qui sont touchés, à la suite d'une chute de 30 % du prix de celles-ci, surtout en Nouvelle-Galles du Sud où l'on considère que plus de la moitié des exploitations agricoles risquent la faillite.

10. Au total, l'aide aux agriculteurs (soit par des transferts budgétaires soit par les consommateurs) s'élève à environ 150 milliards de dollars dans la zone de l'OCDE, ce qui équivaut au produit national brut d'un pays comme le Danemark. Nous devons nous demander si cela est bien raisonnable. N'existe-t-il pas des moyens plus efficaces d'aider les agriculteurs et les collectivités rurales; des moyens qui n'entraînent pas d'excédents aussi coûteux, des frictions commerciales internationales de ce genre; des moyens qui ne grèvent pas les ressources d'autres activités économiques de la société; des moyens qui reflètent mieux les avantages comparatifs indubitables de la production parmi les nations?

11. Il est clair que nous ne pouvons pas continuer bien plus longtemps sans procéder à un réexamen approfondi de la situation. La Communauté européenne, qui vient tout récemment de porter le pourcentage des taxes sur la valeur ajoutée dans les Etats membres où elle existe de 1 % à 1,4 %, est au bord de la faillite. La Commission exige maintenant un budget supplémentaire de 4,9 milliards d'ECU pour 1987 (dont 2,9 milliards pour l'agriculture) et un budget total de 39,7 milliards d'ECU pour 1988.

12. Parallèlement, la Commission propose également une taxe spéciale sur les huiles et graisses végétales importées qui produirait 1 milliard d'ECU de recettes supplémentaires pour combler le déficit de la politique agricole commune. Beau-

as only further disturbing markets, as hurting unduly both producers and consumers, and as delaying reform of the common agricultural policy. Furthermore, the United States Congress immediately reacted by sending a letter to the European Community warning of the "injurious impact" the measure would have on United States-Economic Community relations and stating that such a tax "will not be tolerated by the United States Congress".

coup d'Etats membres considèrent toutefois que cette mesure risque seulement de perturber davantage les marchés, de porter un préjudice exagéré tant aux producteurs qu'aux consommateurs et de retarder la réforme de la politique agricole commune. En outre, le Congrès des Etats-Unis a réagi immédiatement par une lettre adressée à la Communauté européenne dans laquelle il met celle-ci en garde contre les «répercussions néfastes» qu'aurait cette mesure sur les relations entre les Etats-Unis et la Communauté et dans laquelle il précise qu'une telle taxe «ne sera pas tolérée par le Congrès des Etats-Unis».

13. Long-term prospects for agriculture in the OECD area are bleak for a variety of reasons, apart from those mentioned above. Populations are expected to remain stable or, in some countries, even decrease, thus reducing demand. Furthermore, productivity is increasing by about 2 % annually due to technological, biogenetic and managerial improvements, thus threatening to further widen the gap between supply and demand even if land is set aside.

13. Les perspectives à long terme de l'agriculture dans la zone de l'OCDE sont sombres pour diverses raisons, outre celles qui ont été mentionnées ci-dessus. Les populations resteront vraisemblablement stables ou, dans certains pays, diminueront même, ce qui aboutira à une réduction de la demande. En outre, la productivité augmente d'environ 2 % par an en raison des améliorations technologiques, biogénétiques et de gestion, ce qui risque d'élargir encore le fossé entre l'offre et la demande même si la superficie des terres cultivées diminue.

14. Finally, many developing countries, especially in South East Asia, are achieving spectacular increases through high-yield crops and hybrids. India's grain output has doubled since 1970, while rice production has increased by 30 %. Similar gains are reported from mainland China.

14. Finalement, de nombreux pays en développement, surtout dans l'Asie du Sud-Est, obtiennent un accroissement spectaculaire de leur production grâce à des cultures à haut rendement et à des hybrides. La production céréalière de l'Inde a doublé depuis 1970 tandis que la production de riz a augmenté de 30 %. Des augmentations semblables ont été réalisées, signale-t-on, en Chine continentale.

15. However, when one considers the worldwide growth in population to be expected in the next few decades, one also sees the gigantic challenge it represents for agriculture, including that in the OECD area. A seminar organised by the United Nations Centre for Population Activities in London in May estimated that the world has to feed 220 000 more mouths every day, and 80 million more each year. By the year 2000 the world population is expected to stand at 6 000 million, by 2010 at 7 000 million and at 2020 at 8 000 million. In about a century, it is expected to stabilise at 10 000 million, provided of course that incomes rise sufficiently in the developing world. However, as was pointed out at the committee's meeting in Lausanne, estimates of future population growth are highly uncertain and depend on a host of social, cultural and economic factors. They should therefore be treated with prudence. Furthermore, the committee agreed that it is unrealistic, indeed undesirable, for the OECD area to aspire to providing the whole world with food. If this were to happen, the Third World would never be able to develop economically.

15. Néanmoins, si on considère la croissance démographique mondiale prévue pour les prochaines décennies, on voit l'énorme défi qu'elle représente pour l'agriculture, y compris celle de la zone de l'OCDE. Un séminaire organisé à Londres en mai par le Centre des Nations Unies pour les activités démographiques a estimé que le monde doit nourrir 220 000 bouches de plus chaque jour et 80 millions chaque année. En l'an 2000, l'on s'attend à ce que la population mondiale atteigne les 6 milliards, en 2010, les 7 milliards et en 2020 les 8 milliards. Dans un siècle environ, elle se stabilisera sans doute autour de 10 milliards, à condition que les revenus augmentent suffisamment dans les pays en développement. Or, comme cela a été souligné lors de la réunion de la commission à Lausanne, les estimations dans ce domaine sont très incertaines et dépendent d'un grand nombre de facteurs d'ordre social, culturel et économique. Elles devraient, par conséquent, être examinées avec prudence. En outre, la commission est convenue qu'il est irréaliste, voire non souhaitable, que la zone OCDE essaie de fournir au monde entier son alimentation. Si tel était le cas, le tiers monde ne serait jamais en mesure de se développer économiquement.

16. In Egypt, the population increases by one million every ten months and is expected to reach 65 million (from the present 45 million) by the year 2000. Nigeria will go from 45 million today to 65 million in the year 2000, and Ethiopia from 40 to 58 million. Grain imports by developing countries, up by 100 % since 1960, are expected to double again by the year 2000 to meet requirements.

17. However, what are the effects of further enhanced food production in the OECD area upon the LDCs (less-developed countries), and especially upon their domestic agriculture? Do we help them by placing our surplus food on their markets or do we hinder them? There are disturbing indications that the latter may be the case, that a link of cause and effect may look as follows: OECD over-production, depressed world prices, dumping on Third World markets, peasants being driven from their land into the cities, city populations being definitely caught in the trap of "grain imports rather than domestic food".

18. Egypt, which only a few decades ago exported food from its fertile Nile delta now produces only 40 % of the food it needs. At the same time, imported bread is reportedly used on a wide scale as chicken feed! The developments in large parts of sub-Saharan Africa are very similar, as the 1984-85 drought in Ethiopia, the Sudan and Mozambique, Somalia and other countries so tragically illustrated.

II. Turning the tide: efforts of GATT and OECD

19. The GATT Conference, held in the autumn of 1986 in Punta del Este in Uruguay, constituted an important effort to avoid further chaos in agricultural trade. The participating nations — virtually all the industrialised and newly industrialised (NICs) countries — decided to include agriculture in the forthcoming Uruguay Round of global negotiations to liberalise trade (expected to be concluded by the early 1990s).

20. Furthermore, they agreed not to take any measures restricting trade and not foreseen by GATT rules (the "standstill agreement") and to abandon all existing violations of GATT at the end of the Uruguay Round (the "roll-back agreement"). (No doubt participants at the Punta del Este Conference were encouraged by the emphasis laid on agriculture already at the Tokyo Summit of the major industrialised nations held in the summer of 1986.)

21. The ground had thus been sufficiently prepared for the important OECD ministerial meeting

16. En Egypte, la population augmente d'un million tous les dix mois et atteindra vraisemblablement les 65 millions (au lieu des 45 millions actuels) en l'an 2000. En même temps, la population du Nigéria passera de 45 à 65 millions et celle de l'Ethiopie de 40 à 58 millions. Les importations de céréales des pays en développement, qui ont doublé depuis 1960, doubleront sans doute encore d'ici à l'an 2000 pour répondre aux besoins.

17. Quelles sont les conséquences de ce nouveau développement de la production alimentaire dans la zone de l'OCDE pour les pays moins développés et, en particulier, pour leur agriculture nationale? En mettant nos excédents sur leurs marchés, les aidons-nous ou les gênons-nous? Certains signes inquiétants semblent indiquer que la deuxième hypothèse est peut-être la bonne et que causes et effets s'enchaînent peut-être de la façon suivante: surproduction dans la zone de l'OCDE, chute des prix mondiaux, *dumping* sur les marchés du tiers monde, exode rural forcé, les populations urbaines étant définitivement prises au piège «importation de céréales plutôt que production nationale».

18. L'Egypte qui, il y a seulement quelques décennies, exportait des produits alimentaires de sa région fertile du delta du Nil, ne produit actuellement que 40 % des denrées alimentaires dont elle a besoin. En même temps, le pain importé est utilisé dans une large mesure, dit-on, pour nourrir les poulets! L'évolution de la situation dans de vastes régions de l'Afrique subsaharienne est très semblable comme l'a montré si tragiquement la sécheresse de 1984-1985 en Ethiopie, au Soudan et au Mozambique, en Somalie et dans d'autres pays.

II. Efforts déployés par le GATT et l'OCDE pour renverser la tendance

19. La Conférence du GATT, qui s'est tenue à l'automne 1986 à Punta del Este, en Uruguay, a représenté un effort important en vue d'éviter la poursuite de la désorganisation du commerce agricole. Les nations participantes — pratiquement tous les pays industrialisés et nouvellement industrialisés — ont décidé d'inclure l'agriculture dans les négociations d'Uruguay pour la libération des échanges (qui doivent se terminer au début des années 90).

20. Ils ont décidé, en outre, de ne pas prendre de mesures de restriction des échanges qui ne soient pas prévues par les règles du GATT (accord de *statu quo*) et de supprimer toutes les violations actuelles de ces règles à la fin des négociations d'Uruguay (accord de démantèlement). (Les participants à la Conférence de Punta del Este ont sûrement été encouragés par l'accent déjà mis sur l'agriculture lors du Sommet des principaux pays industrialisés qui s'est tenu en été 1986 à Tokyo.)

21. Le terrain avait ainsi été suffisamment préparé pour l'importante réunion ministérielle de

in Paris in the middle of May this year. In fact, OECD's Committee for Agriculture and its Trade Committee have for several years worked on a report outlining needed reform of national policies and putting special emphasis on "transparency" as regards "producer subsidy equivalents" (PSEs), that is to say direct or indirect subsidies to farmers. The report "National Policies and Agricultural Trade" has recently been published and in fact represents an important step forward in identifying the problems in the agricultural sector.

22. Such PSEs, it will be recalled, amount to 32 % of the value of agricultural production in the OECD area, and they are often looked at in combination with "consumer subsidy equivalents" (CSEs) (which correspond to the implicit tax on consumption resulting from a given policy measure). Thus, in this area as in so many others, there are "few saints but many sinners".

23. If there was considerable difficulty among OECD countries to agree on the "transparency" concept (seen as a first step to putting "over-subsidising" countries under pressure), the ministerial meeting itself experienced significant success in identifying the direction of reform. The ministers in fact agreed that "a concerted reform of agricultural policies will be implemented" and that the "long-term objective is to allow market signals to influence the orientation of production".

24. The final communiqué, in brief, pointed to the need to reduce farm subsidies in order to bring down surpluses and to move gradually from price support towards a greater role for direct income support (that is to say helping farmers rather than stimulating food production). The big question in the coming years will be how to move from price to income support (or, most likely, a combination thereof), given the vastly different situations of the various countries. No doubt the methods will vary widely to achieve this goal. (The relevant part of the communiqué is reproduced in an appendix to this report.)

25. The agreement represents a compromise between, on the one hand, the "free marketeer" nations such as Australia, New Zealand, the United States and Canada and, on the other, those countries which wish a more or less pronounced protection for their agriculture, notably the Council of Europe area and Japan.

26. However, even within the West European camp differences exist, for instance between more free-market oriented countries with a small, although highly productive, farming population and others having a higher proportion of small

l'OCDE qui s'est tenue à Paris à la mi-mai 1987. En fait, le Comité pour l'agriculture et le Comité des échanges de l'OCDE travaillent depuis plusieurs années à l'élaboration d'un rapport visant à définir les réformes nécessaires des politiques nationales et mettant spécialement l'accent sur la transparence en ce qui concerne les «équivalents subvention à la production», c'est-à-dire les subventions directes ou indirectes octroyées aux agriculteurs. Le rapport «Politiques nationales et échanges agricoles» vient d'être publié et représente un progrès important vers l'identification des problèmes dans le secteur agricole.

22. Ces équivalents, convient-il de rappeler, représentent 32 % de la valeur de la production agricole dans la zone de l'OCDE, mais il convient également de tenir compte des «équivalents subvention à la consommation» (qui correspondent à la taxe implicite de la consommation résultant d'une mesure politique donnée). Dans ce domaine comme dans tant d'autres, il y a donc «peu de saints et beaucoup de pécheurs».

23. Si les pays de l'OCDE ont éprouvé de grandes difficultés à se mettre d'accord sur le concept de la transparence (considéré comme un premier pas visant à exercer des pressions sur les pays trop prodigues de subventions), la réunion ministérielle a réussi, ce qui est important, à déterminer l'orientation de la réforme. Les ministres sont, en fait, convenus qu'«une réforme concertée des politiques agricoles sera mise en œuvre» et que «l'objectif à long terme est de faire en sorte que les signaux des marchés influencent l'orientation de la production».

24. Le communiqué final, en bref, a souligné la nécessité de réduire les subventions à l'agriculture pour réduire les excédents et de passer progressivement du soutien des prix à un soutien direct accru des revenus agricoles (aider les agriculteurs plutôt que de stimuler la production alimentaire). Le grand problème des prochaines années sera de déterminer comment il convient de passer du soutien des prix à celui des revenus (ou, plus probablement, à une combinaison des deux) étant donné l'ampleur des différences de situation entre les divers pays. Les méthodes utilisées pour atteindre cet objectif seront, à coup sûr, extrêmement variées. (La partie du communiqué consacrée à l'agriculture se trouve en annexe à ce rapport.)

25. L'accord réalisé représente un compromis entre, d'une part, les Etats partisans du libre-échange comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis et le Canada et, d'autre part, les pays qui veulent garantir une protection plus ou moins marquée à leur agriculture, notamment la zone du Conseil de l'Europe et le Japon.

26. Même à l'intérieur de l'Europe occidentale, il existe toutefois des différences, par exemple entre les pays plus orientés vers la liberté du marché, où la population agricole est peu nombreuse mais où la productivité est forte, et d'autres pays

farms and vulnerable rural communities. The latter countries in fact argue that agriculture is so much *sui generis,* so vulnerable and so vital to rural life that it can never, and should never, be subjected to the full force of the world market.

III. The direction of reform

27. The Rapporteur feels that — although international agreements are one thing and practical deeds another — important progress was reached at Punta del Este and at the OECD meeting in Paris. Not only do countries begin to agree on the nature of the problems they face, but they have also decided to do something about them.

28. And act we must, for the many smaller trade wars which have been more or less temporarily halted — be they in pasta, citrus fruits, walnuts, wine or brandy — will continue to plague OECD relations until the major disturbance in the international food arena has been rectified. And they will spill over into non-food areas and may well gradually lead to a souring of the general political climate among free nations, to a return to the "bilateralist", strait-jacketed, 1920s-type of world trade system.

29. It is useful sometimes to recall the sheer economic values at stake, say, between the United States and the Council of Europe area: 130 000 million dollars in trade, representing 60 % of OECD total trade and 36 % of total world trade.

30. For action to be effective, or indeed to come about at all, it has to be taken jointly. For, unless all surplus-producing OECD countries agree on mutual production cutbacks and restraint in selling on the world market, the temptation will be irresistible, for those who do not try, to undercut the efforts of those who do. True, joint cutbacks will resemble a global quota arrangement, a "green OPEC", but no other solution seems possible in the very particular field of agriculture. The important thing is to ensure that, however domestic agricultural policies are shaped, they are not permitted to upset international markets through excessive subsidised exports.

31. Furthermore, greater transparency — with regard to consumers and other nations — as regards the true level of farm support seems vital, especially to ensure the respect of the Punta del Este "standstill agreement". OECD now has in place a computerised framework for establishing

où l'on trouve une plus forte proportion de petites exploitations agricoles et de collectivités rurales vulnérables. Ceux-ci soutiennent, en fait, que l'agriculture a un tel caractère *sui generis,* qu'elle est si vulnérable et si indispensable à la vie rurale qu'on ne peut et qu'on ne doit jamais l'exposer intégralement à l'impact du marché mondial.

III. Orientation de la réforme

27. Votre rapporteur estime que — bien que les accords internationaux soient une chose et les actes concrets une autre — des progrès importants ont été effectivement réalisés à Punta del Este et à la réunion de l'OCDE à Paris. Non seulement les pays commencent à être d'accord sur la nature des problèmes qui se posent à eux, mais ils ont également décidé de s'attaquer à ces problèmes.

28. Il faut, assurément, que nous agissions, car les nombreuses guerres commerciales qui ont été arrêtées de façon plus ou moins temporaire — qu'il s'agisse de pâtes, d'agrumes, de noix, de vin ou d'alcool — continueront à empoisonner les relations entre les pays de l'OCDE tant que l'ordre n'aura pas été rétabli sur le plan international dans le domaine alimentaire. Et ces escarmouches s'étendront à des secteurs non alimentaires et risquent fort d'entraîner une dégradation progressive du climat politique général entre les nations libres, et de ramener le commerce mondial au type de système bilatéraliste et rigide des années 20.

29. Il est parfois utile de rappeler les valeurs économiques en jeu, par exemple entre les Etats-Unis et la zone du Conseil de l'Europe : il s'agit de 130 milliards de dollars d'échanges, ce qui représente 60 % du total des échanges de l'OCDE et 36 % du total des échanges mondiaux.

30. Pour que l'action soit efficace ou simplement pour qu'elle existe, il faut qu'elle soit collective. A moins que tous les pays de l'OCDE dont la production est excédentaire se mettent d'accord sur des réductions mutuelles de leur production et de leurs ventes sur le marché mondial, la tentation sera irrésistible, pour ceux qui ne s'engageront pas dans cette voie, de saper les efforts de ceux qui s'y seront engagés. Des réductions communes ressembleront, il est vrai, à un arrangement global sur des quotas, à une «OPEP verte», mais aucune autre solution ne semble possible dans le domaine très particulier de l'agriculture. L'important est de veiller à ce que, quelle que soit la manière dont les politiques agricoles nationales sont élaborées, elles ne puissent pas bouleverser les marchés internationaux par des exportations exagérément subventionnées.

31. En outre, une plus grande transparence — vis-à-vis des consommateurs et des autres pays — en ce qui concerne le véritable niveau du soutien de l'agriculture semble indispensable, surtout pour assurer le respect de l'accord de *statu quo* de Punta del Este. L'OCDE dispose maintenant de moyens

PSEs and CSEs (see paragraphs 22 and 23 above), and the ministers in Paris diplomatically agreed to "further its work by updating and improving the analytical tools it has begun to develop".

32. It would also be desirable to clarify the rules governing international food trade within the GATT framework, especially as regards export subsidies, and to make sure that, once established, they are respected. In particular the procedure for settling disputes should be made less cumbersome, for instance by allowing for binding arbitration by GATT instances.

33. What to do about the surpluses? Clearly, the most logical thing would be to destroy a part of them, given: 1. the enormous cost of maintaining them (over half of the common agricultural policy); 2. their dubious quality (see paragraph 6 above); 3. the depressive effect of their mere existence on world market prices for agricultural products, especially in poor countries.

34. However, such action is extremely difficult from the political point of view, given the outcry it would cause among a public who believes it indefensible to destroy food in a world where millions starve. The committee agreed in Lausanne that the whole issue of how to reduce food stocks and surplus production was highly complex and merited a special report.

35. Furthermore, we should not overlook the destabilising effect which today's volatility among the world's major currencies has on agricultural trade. The weakened dollar, for instance, has meant extra costs to the European Community in its subsidising exports, while the previously strong dollar hurt United States farm exports.

36. Finally, what should we Europeans, whether we are members of the European Community or EFTA, do? This is not the place to enter into a lengthy discussion of this point, especially given the intensive work of our Committee on Agriculture to find a path for European agriculture in the wake of our Conference "European Agriculture 2000" in Villars-sur-Ollon in the spring of 1986.

37. We know that we want to preserve our rural areas, our family farm system, but maybe we should try to achieve this through a combination of price and income supports, through a partial "decoupling" between policies aiming at agricultural production on the one hand, and rural, regional and social policies on the other.

informatiques pour déterminer les équivalents subvention à la production et subvention à la consommation (voir paragraphes 22 et 23 ci-dessus) et les ministres réunis à Paris sont convenus diplomatiquement que l'OCDE continuera «à approfondir ses travaux en actualisant et en améliorant les outils d'analyse qu'elle a commencé de mettre au point».

32. Il serait également souhaitable de préciser les règles régissant le commerce international de produits alimentaires dans le cadre du GATT, surtout en ce qui concerne les subventions à l'exportation et de faire en sorte qu'une fois établies, elles soient respectées. En particulier, la procédure de règlement des différends devrait être rendue moins lourde, par exemple en prévoyant un arbitrage obligatoire par des instances du GATT.

33. Que faire des excédents? Manifestement, la solution la plus rationnelle serait de les détruire en partie étant donné:1. le coût énorme de leur stockage (plus de la moitié des crédits affectés à la politique agricole commune); 2. leur qualité douteuse (voir paragraphe 6 ci-dessus); 3. l'effet déprimant de leur simple existence sur les prix des marchés agricoles mondiaux, surtout dans les pays pauvres.

34. Néanmoins, une telle action est extrêmement difficile du point de vue politique étant donné les protestations qu'elle susciterait dans une opinion publique qui estime injustifiable de détruire des produits alimentaires dans un monde où des millions de personnes meurent de faim. La commission est convenue à Lausanne que la question générale de comment réduire les stocks alimentaires et la surproduction est très complexe et qu'elle mérite d'être traitée dans un rapport séparé.

35. En outre, il ne faut pas négliger l'effet déstabilisateur qu'exercent sur les échanges agricoles les fluctuations des principales monnaies du monde. L'affaiblissement du dollar, par exemple, a rendu plus coûteuses pour la Communauté européenne ses subventions à l'exportation tandis que, précédemment, le dollar fort a gêné les exportations agricoles des Etats-Unis.

36. Que devons-nous faire, enfin, nous autres Européens, que nous soyons membres de la Communauté européenne ou de l'AELE? Ce n'est pas ici le lieu d'entamer un débat approfondi sur ce sujet, compte tenu surtout du travail intense accompli par notre commission de l'agriculture pour trouver une voie pour l'agriculture européenne à la suite de notre Conférence «Agriculture européenne 2000», qui s'est tenue à Villars-sur-Ollon au printemps 1986.

37. Nous savons que nous voulons sauvegarder nos zones rurales, notre système agricole familial, mais peut-être devrions-nous essayer d'atteindre cet objectif par une combinaison de soutien des prix et des revenus, en décrochant partiellement les politiques de production agricole des politiques rurales, régionales et sociales.

38. Maybe we should think more of alternative uses for some farmland — for forestry, wildlife protection, tourism, to mention a few. Maybe some of the tasks of the common agricultural policy could be "renationalised", without for that matter jeopardising the essence, the European dimension of that policy. Finally, as was mentioned in Lausanne, the potential of having agriculture produce not only for food consumption but also for the supply of various industrial raw materials should be explored.

39. However, we surely must not dismantle our agriculture and become completely, or even predominantly, dependent on imports — for security reasons and for reasons of expected world population growth (even though, as has been pointed out previously, the OECD area should not be counted upon to feed the rest of the world). For, in order to meet the food needs of the 8 000 million people expected to live in the world by the year 2020, global agriculture must produce 55 % more than at present — in a world where soil erosion, deforestation and other natural calamities may well change the entire equation. The capacity of the developing world to produce more food must at all costs be fully utilised under these circumstances. These are sobering thoughts, but they do not relieve us from the duty of solving today's problem of over-production in the OECD area.

IV. Elements to be included in a future draft resolution (Adopted by the committee on 30 June 1987)

The Assembly,

1. Realising that agriculture is increasingly becoming the central problem area in OECD trade — plagued by massive over-production in several commodities, enormous stocks, dumping on international markets and with tension spreading into other, non-agricultural sectors;

2. Aware that a major portion of government expenditure on agriculture does not in fact benefit farmers but is spent instead on storing food which, apart from depressing world prices, is largely unfit for consumption;

3. Fearful that — with demand expected to remain stable in the OECD area due to stagnant or even declining populations — "automatic" increases in productivity through scientific progress

38. Peut-être pourrions-nous penser davantage à des usages nouveaux pour certaines terres agricoles: sylviculture, protection de la flore et de la faune sauvages, tourisme, pour en mentionner quelques-uns. Peut-être certains des objectifs de la politique agricole commune pourraient-ils être «renationalisés» sans pour autant mettre en cause l'essence de cette politique, sa dimension européenne. Enfin, comme cela a été souligné à Lausanne, il importe d'examiner le potentiel pour l'agriculture de produire non seulement pour la consommation alimentaire mais également de fournir différentes matières premières à des fins industrielles.

39. Bien sûr, il n'est pas question de démanteler notre agriculture et que nous devenions totalement ou même principalement tributaires des importations — pour des raisons de sécurité et en raison de l'augmentation attendue de la population mondiale (bien que, comme cela a déjà été souligné, l'on ne doive pas s'attendre à ce que la zone OCDE alimente le reste du globe). En effet, pour satisfaire les besoins alimentaires des 8 milliards d'habitants que comptera probablement la planète en l'an 2020, l'agriculture devra produire 55 % de plus qu'actuellement — dans un monde où l'érosion des sols, la déforestation et d'autres calamités naturelles risquent fort de bouleverser les données du problème. La capacité du monde en voie de développement de produire davantage de denrées alimentaires doit à tout prix être pleinement utilisée dans ces circonstances. Ce sont là des pensées peu enthousiasmantes mais elles ne nous dégagent pas de notre obligation de résoudre le problème que posent aujourd'hui les excédents de production dans la zone de l'OCDE.

IV. Eléments à inclure dans un futur projet de résolution (adoptés par la commission le 30 juin 1987)

L'Assemblée,

1. Consciente du fait que l'agriculture devient de plus en plus le problème central du commerce de la zone de l'OCDE — excédent considérable de production pour plusieurs produits, stocks énormes, *dumping* sur les marchés internationaux, tensions qui s'étendent à des secteurs autres que l'agriculture;

2. Consciente du fait qu'une partie importante des dépenses consacrées à l'agriculture par les gouvernements ne profite pas en réalité aux agriculteurs mais est affectée au stockage de produits alimentaires pour une large part impropres à la consommation, ce qui a en outre pour effet de faire baisser les prix mondiaux;

3. Craignant que — en présence d'une demande dont on s'attend qu'elle restera stable dans la zone de l'OCDE en raison de populations stationnaires ou même en déclin — les augmenta-

will widen the gap between supply and demand even further;

4. Concerned over the long-term effects which large-scale OECD dumping may have on agriculture in developing countries, by driving peasants out of business, by accelerating the exodus from rural areas to cities and by rendering these countries increasingly dependent on imported rather than domestically produced food;

5. Conscious, on the other hand, that global agriculture faces a major task in the longer term, as the world's population is expected to increase from the present 5 000 million to 8 000 million in the next 30 years, while taking into account the uncertainty of such estimates;

6. Recalling the progress made at the GATT Conference in Punta del Este in October 1986 and at the OECD Council in May 1987 towards avoiding further chaos in agricultural trade — notably by avoiding any further measures violating GATT rules and by dismantling existing violations by the time the forthcoming Uruguay Round has been concluded,

7. Urges governments of the member countries of OECD:

a. to act jointly to rectify the previously mentioned major imbalances in the international food arena, failing which the world may well return to the bilateralist, strait-jacketed type of trade system so characteristic of the inter-war era;

b. to ensure, above all, that domestic agricultural policies — however they are shaped to satisfy each country's particular concerns — are not allowed to upset international markets through excessive subsidised exports;

c. to support OECD's efforts to achieve the greatest possible transparency as regards producer and consumer subsidies, thus allowing fair comparisons among blocs and countries and, in general, to endorse OECD's ministerial decision that "a concerted reform of agricultural policies will be implemented in a balanced manner";

d. to clarify GATT rules governing food trade, especially as regards export subsidies, and to make the GATT procedure for settling disputes less cumbersome, possibly by allowing for binding arbitration;

e. to move gradually from excessive reliance on price support towards a combination of

tions «automatiques» de la productivité entraînées par le progrès scientifique n'élargissent encore plus le fossé entre l'offre et la demande;

4. Préoccupée par les effets que le *dumping* généralisé pratiqué par les pays de l'OCDE peut avoir à longue échéance sur l'agriculture des pays en développement, en acculant les agriculteurs à la faillite, en accélérant l'exode rural et en contraignant ces pays à dépendre de plus en plus des importations de produits alimentaires au lieu de vivre de la production nationale;

5. Consciente d'autre part qu'une tâche importante va s'imposer à l'agriculture dans son ensemble étant donné que l'on s'attend à voir la population de la planète passer de 5 à 8 milliards au cours des trente prochaines années, malgré l'incertitude qui caractérise de telles estimations;

6. Rappelant les progrès accomplis lors de la Conférence du GATT, qui s'est tenue à Punta del Este en octobre 1986, et du Conseil de l'OCDE, qui s'est tenu en mai 1987, en vue d'empêcher que ne se poursuive la désorganisation des échanges agricoles, notamment en évitant que ne soient prises de nouvelles mesures violant les règles du GATT et en supprimant les violations existantes au terme des négociations d'Uruguay qui vont s'ouvrir prochainement,

7. Invite instamment les gouvernements des Etats membres de l'OCDE:

a. à agir de concert pour redresser les grands déséquilibres mentionnés précédemment de la scène alimentaire internationale, faute de quoi le monde risque fort de revenir au type bilatéraliste et rigide de relations commerciales si caractéristique de l'Entre-deux-guerres;

b. à veiller surtout à ce qu'on ne laisse pas les politiques nationales — si bien adaptées soient-elles aux préoccupations particulières de chaque pays — bouleverser les marchés internationaux par l'octroi de subventions excessives aux exportations;

c. à appuyer les efforts déployés par l'OCDE pour réaliser la plus grande transparence possible en ce qui concerne les subventions à la production et à la consommation, permettant ainsi d'établir des comparaisons valables entre les blocs et les pays, et, en général, à soutenir la décision ministérielle de l'OCDE qu'«une réforme concertée des politiques agricoles sera mise en œuvre d'une manière équilibrée»;

d. à préciser les règles du GATT régissant le commerce des produits alimentaires, surtout en ce qui concerne les subventions à l'exportation, et à alléger la procédure de règlement des différends du GATT, éventuellement en prévoyant un arbitrage obligatoire;

e. à passer progressivement d'un recours excessif au soutien des prix à une combinaison de

price and income support, and towards greater integration between agricultural policies on the one hand, and regional, social and environmental policies on the other;

f. on the one hand, to maintain the family farm as the basis for OECD agriculture and for the development of rural regions and, on the other, to further self-sufficiency in food production in developing countries;

g. to take into account, in shaping their policies, the challenges presented in the longer term by the expected growth in world population and by environmental deterioration in large parts of the world — factors highlighted in the course of the Assembly's Conference "European Agriculture 2000", held in Switzerland in 1986.

APPENDIX

Extracts from the communiqué issued at the meeting of the OECD Council on 12 and 13 May 1987

Agriculture

The joint report of the Trade and Agriculture Committees ("National Policies and Agricultural Trade") was approved. This important work clearly highlights the serious imbalances that prevail in the markets for the main agricultural products. Boosted by policies which have prevented an adequate transmission of market signals to farmers, supply substantially exceeds effective demand. The cost of agricultural policies is considerable, for government budgets, for consumers and for the economy as a whole. Moreover, excessive support policies entail an increasing distortion of competition on world markets, run counter to the principle of comparative advantage which is at the root of international trade, and severely damage the situation of many developing countries. This steady deterioration, compounded by technological change and other factors such as slow economic growth or wide exchange rate changes, creates serious difficulties in international trade, which risk going beyond the bounds of agricultural trade alone.

All countries bear some responsibilities in the present situation. The deterioration must be halted and reversed. Some countries, or groups of countries, have begun to work in this direction. But, given the scope of the problems and their urgency, a concerted reform of agricultural policies will be implemented in a balanced manner.

Reform will be based on the following principles:

a. The long-term objective is to allow market signals to influence by way of a progressive and concerted reduction of agricultural support, as well as by all other appropriate means, the orientation of agricultural production; this will bring about a better allocation of resources which will benefit consumers and the economy in general;

soutien des prix et des revenus et à réaliser une plus grande intégration entre les politiques agricoles d'une part et les politiques régionales, sociales et environnementales de l'autre;

f. d'une part, à conserver l'exploitation agricole familiale comme base de l'agriculture de l'OCDE et du développement des régions rurales et, d'autre part, à encourager l'autosuffisance en ce qui concerne la production alimentaire dans des pays en développement;

g. à prendre en considération, en formulant leurs politiques, les défis posés à long terme par la croissance prévue de la population mondiale et par la dégradation de l'environnement dans de grandes parties du monde — des facteurs qui ont été soulignés au cours de la Conférence de l'Assemblée «L'agriculture européenne en l'an 2000», tenue en Suisse en 1986.

ANNEXE

Extraits du communiqué consécutif à la réunion du Conseil de l'OCDE les 12 et 13 mai 1987

Agriculture

Le rapport conjoint du Comité de l'agriculture et du Comité des échanges («Politiques nationales et échanges agricoles») a été approuvé. Cet important travail met clairement en lumière les déséquilibres sérieux qui caractérisent les marchés des principaux produits agricoles. Stimulée par des politiques qui ont empêché une transmission suffisante des signaux du marché aux producteurs agricoles, l'offre dépasse substantiellement la demande solvable. Le coût des politiques agricoles est considérable, pour les budgets publics, pour les consommateurs et pour l'économie dans son ensemble. En outre, les mesures de soutien excessives faussent de plus en plus la concurrence sur les marchés mondiaux, s'opposent au principe de l'avantage comparatif qui est à la source des échanges internationaux et compromettent gravement la situation de nombreux pays en développement. Cette détérioration continue, accentuée par le progrès technique et par d'autres facteurs, notamment la faiblesse de la croissance économique et l'ampleur des fluctuations des taux de change, entraîne de sérieuses difficultés dans le commerce international, qui risquent de déborder le seul domaine des échanges agricoles.

Tous les pays ont des responsabilités dans la situation actuelle. Il faut mettre un terme à ce processus de détérioration et l'inverser. Certains pays ou groupes de pays ont amorcé un effort dans ce sens. Toutefois, étant donné l'ampleur des problèmes et la nécessité de les résoudre d'urgence, une réforme concertée des politiques agricoles sera mise en œuvre d'une manière équilibrée.

Cette réforme sera fondée sur les principes suivants:

a. L'objectif à long terme est de faire en sorte que, par la réduction progressive et concertée de l'aide à l'agriculture, ainsi que par tous les autres moyens appropriés, les signaux des marchés influencent l'orientation de la production agricole; il en résultera une meilleure allocation des ressources, dont bénéficieront les consommateurs et l'économie en général;

b. In pursuing the long-term objective of agricultural reform, consideration may be given to social and other concerns, such as food security, environment protection or overall employment, which are not purely economic. The progressive correction of policies to achieve the long-term objective will require time. It is all the more necessary that this correction be started without delay;

c. The most pressing need is to avoid further deterioration of present market imbalances. It is necessary:

— on the demand side, to improve prospects as much as possible inside as well as outside the OECD area,

— on the supply side, to implement measures which, by reducing guaranteed prices and other types of production incentives, by imposing quantitative production restrictions, or by other means, will prevent an increase in excess supply;

d. When production restrictions are imposed or productive farming resources withdrawn by administrative decision, these steps should be taken in such a way as to minimise possible economic distortions and should be conceived and implemented in such a way as to permit better functioning of market mechanisms;

e. Rather than being provided through price guarantees or other measures linked to production or to factors of production, farm income support should, as appropriate, be sought through direct income support. This approach would be particularly well suited to meeting the needs of, amongst others, low-income farmers, those in particularly disadvantaged regions, or those affected by structural adjustment in agriculture;

f. The adjustment of the agricultural sector will be facilitated if it is supported by comprehensive policies for the development of various activities in rural areas. Farmers and their families will thus be helped to find supplementary or alternative income;

g. In implementing the above principles, governments retain flexibility in the choice of the means necessary for the fulfilment of their commitments.

The Uruguay Round is of decisive importance. The Ministerial Declaration of Punta del Este and its objectives provide for the improvement of market access and the reduction of trade barriers in agriculture and will furnish a framework for most of the measures necessary to give effect to the principles for agricultural reform agreed upon by OECD ministers, including a progressive reduction of assistance to and protection of agriculture on a multi-country and multi-commodity basis. As agreed, the Uruguay Round negotiations will be vigorously pursued and comprehensive negotiating proposals tabled over the coming months, in this as in other fields. In the Uruguay Round, appropriate account should be taken of actions made unilaterally.

b. En poursuivant l'objectif à long terme de la réforme agricole, on peut prendre en considération des préoccupations, sociales et autres, telles que la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement ou l'emploi global, qui ne sont pas exclusivement économiques. L'ajustement progressif des politiques en vue d'atteindre l'objectif à long terme requerra du temps. Il est d'autant plus nécessaire d'entamer sans retard ce processus;

c. Le besoin le plus pressant est d'éviter que ne s'aggrave le déséquilibre actuel des marchés. Il importe:

— du côté de la demande, d'en améliorer autant que faire se peut les perspectives dans la zone de l'OCDE et dans le reste du monde,

— du côté de l'offre, de mettre en œuvre des mesures qui, par des réductions des prix garantis et autres incitations à la production, par l'imposition de limites quantitatives à la production, ou par d'autres méthodes, permettront d'éviter une augmentation de l'offre excédentaire;

d. Lorsque sont prises des mesures visant à limiter la production ou à retirer de l'agriculture des ressources productives par des décisions réglementaires, elles devraient être mises en œuvre de façon à atténuer au maximum les distorsions économiques qui peuvent en résulter, et elles devraient être conçues et appliquées de manière à permettre un meilleur fonctionnement des mécanismes du marché;

e. Au lieu d'être assuré par des mesures de garantie des prix ou par d'autres mesures liées à la production ou aux facteurs de production, le soutien des revenus agricoles devrait en tant que de besoin être recherché par des aides directes au revenu. Cette approche serait particulièrement adaptée pour répondre aux besoins, entre autres, des agriculteurs à faible revenu, ou qui vivent dans des régions particulièrement défavorisées, ou qui sont affectés par l'ajustement structurel dans l'agriculture;

f. L'ajustement du secteur agricole sera facilité s'il peut s'appuyer sur un ensemble de mesures visant au développement des diverses activités en zone rurale. Les agriculteurs et leurs familles seront ainsi mieux à même de trouver des sources de revenus complémentaires ou de remplacement;

g. Dans la mise en œuvre des principes ci-dessus, les gouvernements gardent de la flexibilité quant au choix des moyens nécessaires pour la réalisation de leurs engagements.

Les négociations d'Uruguay revêtent une importance décisive. La Déclaration ministérielle de Punta del Este et ses objectifs prévoient l'amélioration de l'accès aux marchés et la réduction des obstacles aux échanges dans le domaine de l'agricultre et fourniront un cadre pour la plupart des mesures nécessaires pour donner effet aux principes de réforme agricole dont sont convenus les ministres de l'OCDE, y compris une réduction progressive, selon une approche multipays et multiproduits, de l'aide et de la protection accordées à l'agriculture. Comme il a été convenu, les négociations d'Uruguay seront poursuivies activement et des propositions de négociation complètes seront soumises au cours des prochains mois, dans ce domaine comme dans d'autres. Dans les négociations d'Uruguay, il faudrait tenir compte de manière appropriée des actions menées unilatéralement.

In order to permit a de-escalation of present tensions and thereby enhance prospects for the earliest possible progress in the Uruguay Round as a whole, OECD governments will carry out expeditiously their standstill and rollback commitments and, more generally, refrain from actions which would worsen the negotiating climate: they will, *inter alia*, avoid initiating actions which would result in stimulating production in surplus agricultural commodities and in isolating the domestic market further from international markets; additionally, they will act responsibly in disposing of surplus stocks and refrain from confrontational and destabilising trade practices.

Agricultural reform is not solely in the interests of member countries. Developing countries which are agricultural exporters will benefit from a recovery on world markets. Developing countries which are importers of agricultural produce will be encouraged to base their economic development on more solid ground, by strengthening their own farm sector.

Agricultural reform poses vast and difficult problems for member countries. Strengthened international co-operation is needed to overcome these problems. OECD will continue to contribute to their solution by deepening further its work, by updating and improving the analytical tools it has begun to develop and which will prove particularly valuable in many respects, by monitoring the implementation of the various actions and principles listed above. The Secretary General is asked to submit a progress report to the Council at ministerial level in 1988.

Pour permettre un relâchement des tensions actuelles et renforcer ainsi les chances de faire avancer le plus tôt possible les négociations d'Uruguay dans leur ensemble, les gouvernements des pays de l'OCDE exécuteront promptement leurs engagements concernant le *statu quo* et le démantèlement et, de manière plus générale, s'abstiendront de recourir à des actions qui dégraderaient le climat des négociations: ils éviteront notamment d'engager des actions qui conduiraient à stimuler la production de denrées agricoles en excédent et à isoler davantage le marché national des marchés internationaux; en outre, ils agiront de façon responsable quand ils écouleront les stocks excédentaires et ne se livreront pas à des pratiques commerciales conflictuelles et déstabilisatrices.

La réforme agricole n'est pas seulement dans l'intérêt des pays membres. Les pays en développement exportateurs de produits agricoles trouveront avantage au redressement des marchés mondiaux. Les pays en développement importateurs de produits agricoles se verront incités à asseoir leur développement économique sur des bases plus solides en renforçant leur propre secteur agricole.

La réforme agricole pose aux pays membres des problèmes importants et complexes. Un renforcement de la coopération internationale est nécessaire pour surmonter ces difficultés. L'OCDE continuera de contribuer à leur solution en approfondissant ses travaux, en actualisant et en améliorant les outils d'analyse qu'elle a commencé de mettre au point et qui se révéleront précieux à maints égards, et en suivant la mise en œuvre des divers principes et actions énumérés ci-dessus. Le Secrétaire général est invité à soumettre un rapport sur l'état d'avancement des travaux au Conseil au niveau des ministres en 1988.